



DÉLÉGATION À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL



© Dicom ville de Lille

Citadelle de Lille

HAUTS-DE-FRANCE

La délégation à l'accompagnement régional (DAR) est chargée de faciliter les relations entre les acteurs locaux et les organismes du ministère des Armées. Elle détecte, facilite, suit et soutient, en coordination étroite avec les acteurs locaux concernés, tout projet d'accompagnement territorial adapté à l'environnement local auquel est associé un organisme du ministère. À la croisée des besoins et capacités du monde civil et du monde militaire, la DAR a un rôle de mise en relation, de facilitation et de supervision de projets de toute nature. Elle met ses compétences en expertise territoriale au profit de l'ensemble des acteurs du ministère.

LA DAR EN RÉGION

En fonction auprès du préfet de région au sein du SGAR (secrétariat général aux affaires régionales), le délégué régional est force de proposition pour le ministère. Il est aussi une courroie d'information et d'échanges entre autorités locales, zonales et centrales du ministère des Armées et l'environnement territorial civil (services de l'État, collectivités locales, élus). Ses missions centrales sont l'accompagnement des restructurations et les actions menées dans le cadre du plan Action PME. Il intervient dans de nombreux autres domaines. Ainsi, en confortant l'ancrage territorial et la visibilité du ministère, son action s'inscrit dans la consolidation du lien Armée-Nation, indispensable à la cohésion nationale.



SOMMAIRE

- **Faciliter les relations des entreprises avec les Armées**
 - ◆ Rencontre acheteurs du ministère des Armées/Entreprises
 - ◆ Accès des PME aux marchés de Défense
 - ◆ Les matinales de la commande publique
- **Accompagnement territorial des projets locaux**
 - ◆ Énergies renouvelables
 - ◆ Compensations écologiques
 - ◆ Espaces ATLAS versus France Services
 - ◆ Mobilisation des acteurs régionaux innovants
- **Effet « levier » des contrats de redynamisation**

DÉLÉGATION RÉGIONALE

FACILITER LES RELATIONS DES ENTREPRISES AVEC LES ARMÉES

La déléguée à l'accompagnement régional des Hauts-de-France intervient sur des domaines variés du champ économique et dans la mise en œuvre de la politique ministérielle en faveur des PME (Plan Action PME). Elle assure la mission de point unique d'information du ministère des Armées, en lien avec le correspondant de la Direction générale de l'armement (DGA) en région et à destination des entreprises régionales.



Visite des entreprises au détachement de la 12^e BSMAT de Douai en février 2020.

Rencontre acheteurs du ministère des Armées/ Entreprises

En février 2020, le ministère des Armées est allé à la rencontre des PME/ETI des Hauts-de-France au sein du détachement de la 12^e Base de Soutien du Matériel de Douai. Cet événement thématique sur le maintien en condition opérationnelle terrestre (MCO-T), était co-organisé par la DAR et Cap'Industrie*.

Donner des clés de compréhension sur la structuration des achats MCO-T du ministère et l'envie aux industriels présents de travailler pour les Armées étaient les ambitions de cette journée. Une visite exceptionnelle des ateliers du détachement a clos l'évènement. Plus de 80 PME/ETI des Hauts-de-France du domaine de la mécanique étaient présentes.

Accès des PME aux marchés de Défense

Le MEDEF Hauts-de-France et la zone de défense et de sécurité Nord ont signé une charte d'engagements réciproques en 2019. Elle a pour objectif d'encourager et de promouvoir des réalisations concrètes dans 4 domaines principaux : la promotion de la réserve militaire, l'information sur les enjeux de la Défense, le soutien au pôle Défense mobilité, les opportunités offertes par les marchés publics du ministère des Armées.

Dans ce cadre, la DAR Hauts-de-France a pour rôle, en collaboration avec le correspondant DGA en région, de favoriser la médiation à destination des PME et ETI du territoire, de leur faciliter l'accès à la commande publique du ministère des Armées, de renforcer les contacts avec elles sur le terrain et de détecter et soutenir l'innovation. La déléguée régionale intervient lors des rencontres régionales et territoriales du MEDEF.

Les matinales de la commande publique

Afin de développer les réponses des entreprises régionales aux consultations, la région Hauts-de-France, les chambres de commerce et la préfecture de région via la plateforme régionale des achats (PFRA), se sont mobilisées pour présenter ensemble aux PME, leur politique d'achat, les modalités d'accès à la commande publique et les enjeux de la dématérialisation des marchés publics. La DAR s'est associée à la PFRA lors de ces matinales de l'achat public afin de présenter, dans le cadre du plan Action PME, les principaux segments d'achats hors armement et les volumes concernés. Ces présentations sont suivies de temps d'échanges entre les PME/TPE présentes et les différents partenaires.

CHIFFRES CLÉS

3^e région française

pour les projets d'investissements étrangers en 2018

6

pôles de compétitivité

2^e région

la plus peuplée de France (hors Île-de-France)

530 km

de frontières terrestres et maritimes

* Cap'Industrie est le programme régional d'aide au développement économique des entreprises de la filière mécanique-métallurgie en Hauts-de-France.

HAUTS-DE-FRANCE

ACCOMPAGNEMENT TERRITORIAL DES PROJETS LOCAUX

Trait d'union entre le ministère des Armées et le monde civil, la déléguée régionale accompagne les différents acteurs dans le cadre des Contrats de Redynamisation de Site de Défense (CRSD) et de projets locaux en lien avec la défense.

Énergies renouvelables

À la suite de la fermeture de la plate-forme de la base aérienne 110 de Creil en 2016 et face à l'impossibilité de trouver une activité économique viable pour la piste, le ministère des Armées s'est inscrit dans le plan gouvernemental « Place au soleil » visant à augmenter les capacités de production d'énergie électrique d'origine solaire en France. La société Photosol, lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère des Armées en juillet 2019, assurera l'installation de 547000 panneaux solaires sur 180 hectares de la BA 110 pour une surface totale prise en charge de 253 hectares. La gestion environnementale du site et la gestion de la biodiversité ont fait partie des critères de choix pour l'installation de cette ferme photovoltaïque.



© Base aérienne 110 – Service photo

Présentation du terrain militaire prévu pour la future « ferme photovoltaïque » à Madame la Secrétaire d'État

Compensations écologiques

Le quartier Mangin, situé à Laon-Couvron, fait l'objet d'un projet de développement d'un circuit automobile et de diverses infrastructures par la société MSV appartenant à l'ancien pilote de Formule 1, Jonathan Palmer. Des habitats naturels accueillant des espèces protégées disparaissant, l'entreprise est astreinte, au regard de la réglementation sur la biodiversité, à recréer des milieux aux fonctionnalités écologiques équivalentes à celles des milieux impactés. L'armée de Terre, en accord avec la société MSV, les services de l'État et le conservatoire des espaces naturels de Picardie, a accepté à titre expérimental de mettre à disposition une parcelle de terrain militaire du centre d'entraînement aux actions en zone urbaine de Sissonne. Au-delà des enjeux environnementaux évidents, l'armée de Terre s'implique ainsi fortement pour que ce projet économique, faisant l'objet d'un CRSD, puisse aboutir.

Espace ATLAS versus France Services

Le ministère des Armées se dote d'espaces ATLAS (« Accès en tout Temps, en tout Lieu Au Soutien »). L'objectif est de simplifier la vie du personnel militaire et civil en ayant un accès sur son lieu de travail à des espaces physiques regroupant un maximum de services et prestations. Similaires aux maisons France Services, des synergies sont recherchées entre ces deux dispositifs. À cet effet, les représentants de la préfecture du Nord et du SGAR ont pu visiter l'espace ATLAS de Douai et une réflexion sur des formations communes a été lancée.

Mobilisation des acteurs régionaux innovants

L'innovation répond aux enjeux futurs tant au niveau capacitaire que technologique et industriel du ministère des Armées. La déléguée régionale apporte son expertise territoriale pour créer des synergies et s'insérer dans les différents schémas régionaux de développement économique. Elle suit les projets innovants, intéressant les Armées, en lien avec l'agence innovation de la région Hauts-de-France, les chargés de missions du SGAR, la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie et l'ensemble de l'écosystème régional.

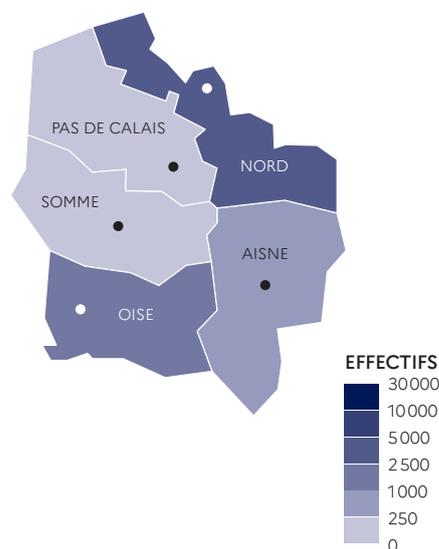
LE MINISTÈRE DES ARMÉES EN HAUTS-DE-FRANCE

PRÉSENCE TERRITORIALE

La zone de défense et de sécurité Nord, dont le siège est à Lille, correspond au territoire de la région. Le commandement de la zone terre Nord-Est se trouve à Metz et le commandement de l'arrondissement maritime Manche-Mer du Nord à Cherbourg. Les Armées dans la région représentent environ 6 200 personnels, majoritairement des militaires. Elles sont implantées principalement autour de quatre garnisons :

- **Lille** : le commandement des forces terrestres (CFT), les commandements spécialisés (maintenance et logistique), le quartier général du corps de réaction rapide-France (QG CRR-FR),
- **Douai** : le 41^e régiment de transmission (41^e RT) et le détachement de la 12^e base de soutien du matériel (BSmat),
- **Creil** : la base aérienne 110 abritant notamment des entités de la direction du renseignement militaire (DRM) et le centre militaire d'observation par satellites (CMOS),
- **Sissonne** : le centre d'entraînement en zone urbaine (CENZUB).

Nombre d'agents du ministère des Armées et de ses opérateurs au 01/01/2021



Sylvie COUDERT

Ingénieur en Chef de 1^{re} classe des études et techniques d'armement
Déléguée à l'accompagnement régional du ministère des Armées pour la région Hauts-de-France

Préfecture de Région
Secrétariat général pour les affaires régionales
12 rue Jean Sans Peur
CS 20003 59039 Lille Cedex
Tél. : 03 20 30 55 66
Portable : 06 76 20 80 67
sylvie.coudert@intradef.gouv.fr

Assistante :
Soraya CHAOU
Tél. : 03 20 30 53 75
soraya.chaou@intradef.gouv.fr

Ministère des Armées
Délégation à l'accompagnement régional
1 place Joffre 75700 PARIS SP 07
Tél. : 01 44 42 50 34
dar.secretariat.fct@intradef.gouv.fr
www.defense.gouv.fr/dar

ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La région contribue modérément à l'économie de défense. En 2020, les paiements directs du ministère des Armées aux PME régionales - soit 85,4 M€ pour près de 700 entreprises - placent la région au 7^e rang national. Les domaines essentiellement représentés en Hauts-de-France sont l'aéronautique, le chantier naval, l'électronique et les télécommunications.

Indicateurs	Dates de référence	Données chiffrées
PIB ⁽¹⁾	2018	166 519 M€
Taux de chômage ⁽²⁾	3 ^e trimestre 2020	8,4 %
Effectifs des armées ⁽³⁾	31/12/2020	6 238
Part dans les emplois régionaux ⁽⁴⁾	2019-2020	2,8 ‰
Paiements aux PME ⁽⁵⁾	2020	85,4 M€
Nombre de PME régionales ⁽⁶⁾	2020	686
Nombre de projets du PRE Écologie ⁽⁷⁾	2020	9
Montant des projets retenus du PRE volet Écologie ⁽⁷⁾	2020	0,9 M€

(1) Produit intérieur brut (PIB) aux prix courants du marché par région en 2018 en M€. Source : INSEE

(2) Taux de chômage au 3^e trimestre 2020. Données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle (%). Source : INSEE, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du Bureau international du travail

(3) Effectifs du ministère des Armées 2021 (hors SMV et apprentis). Source : DRH-MD, REO/RDP 2021

(4) Part des emplois du ministère des Armées (2020) pour 1000 emplois (personnes occupées) de la région (2019), en %. Source : INSEE

(5) Paiements directs du ministère des armées aux PME régionales en M€ en 2020. Source : REFD 2020, Observatoire économique de la défense / DAF

(6) Nombre de PME régionales 2020. La catégorie « entreprises régionales » répond à plusieurs critères : implantation, siège, activité. Définition dans EcoDef n°182, mai 2021. Source : Observatoire économique de la défense / DAF

(7) Projets de rénovation de bâtiments publics et montants pour le ministère des Armées ; Tableaux DIE/DPMA sur le volet Écologie du plan de relance.

DÉLÉGATION RÉGIONALE HAUTS-DE-FRANCE

EFFET « LEVIER » DES CONTRATS DE REDYNAMISATION

Contrat de redynamisation du site de défense d'Arras (Pas-de-Calais)

Ce contrat, le deuxième signé au niveau national en avril 2009 suite à la dissolution du 601^e régiment de circulation routière, a permis d'accompagner les projets de la Communauté Urbaine d'Arras (CUA) dans le but de recréer des emplois et de redynamiser l'économie du territoire après le départ de 730 militaires et civils et de leur famille soit 1600 personnes. Il portait sur un montant total d'environ 40 M€ dont 6,2 M€ de crédits de l'État. La Citadelle Vauban datant de 1682 classée au patrimoine mondial de l'UNESCO et monument historique, le bois du polygone, le terrain du Gouverneur et la caserne Schramm, soit 72 hectares au cœur d'Arras, ont été acquis à l'euro symbolique par la CUA. La Citadelle, désormais accessible à tous, mêle aujourd'hui les bureaux de la CUA, des logements, un foyer numérique, un data center, une pépinière à vocation tertiaire, une miellerie pédagogique, un parcours « accro-branche », une fromagerie et un centre de formation aux métiers de bouche. La Chapelle Saint-Louis a fait l'objet d'une rénovation et de la mise en valeur du patrimoine. La Caserne Schramm, protégée au titre des monuments historiques depuis 2012, partiellement rénovée pour le moment, abrite une résidence Senior inaugurée en 2018 ainsi que des logements. La place d'Armes accueille le Main Square Festival d'Arras tous les ans en juillet.

L'aide directe aux entreprises apportée par le ministère a par ailleurs permis l'accompagnement d'une trentaine de projets sur le territoire.

Le CRSD, par l'effet de levier qu'il a permis, a contribué à une dynamique de projets qui aujourd'hui se poursuit et à une reconquête de l'espace public permettant ainsi une meilleure circulation entre les différents quartiers de la ville.

Contrat de redynamisation du site de défense de Cambrai/Épinoy (Nord et Pas-de-Calais)

La fermeture de la base aérienne 103 a fortement impacté l'économie du territoire. Doté d'un montant global de près de 38 M€ dont 12,77 M€ de crédits État, le contrat est arrivé à son terme en 2016. Il a permis la création de zones d'activités, l'arrivée du très haut débit, le maintien de 1120 emplois et l'installation de plus de 300 étudiants. Le principal enjeu désormais concerne le développement de l'emprise de l'ex-base aérienne (350 ha) cédée à l'euro symbolique, sur laquelle le projet de parc E-Valley, base logistique dédiée au e-commerce, devrait permettre la création de 1300 emplois.

Contrat de redynamisation du site de défense de Laon-Couvron (Aisne)

D'un montant total d'un peu plus de 38 M€ dont 10 M€ de crédits État, le contrat achevé en novembre 2017 a pour objectif de requalifier le quartier Mangin sur la base d'un projet d'autodrome comprenant la construction d'un circuit automobile, de garages et stands, la fourniture de véhicules de courses pour des stages de pilotage et l'accueil d'autres entreprises sur le site. Le permis d'aménager prévoit que l'activité développée sur le site représente 35% d'activités industrielles liées aux constructeurs automobiles et notamment le développement d'énergies renouvelables, la conduite autonome et les véhicules de demain. Les installations d'eau potable et d'assainissement ont été réhabilitées. Début 2020, environ 300 emplois ont été créés ou maintenus.



© Soraya Charou

Chapelle
Saint-Louis de
la citadelle
d'Arras après sa
rénovation

Plan local de redynamisation (PLR) de l'Oise – partie Senlis

Le PLR de Senlis s'est achevé en juillet 2017. Doté d'environ 1,6 M€ de crédits État spécifiques sur un budget global d'environ 8,8 M€ (dont 4,3 M€ de travaux), il a permis en particulier la reconversion du quartier Ordener (10 ha cédés à la ville). Le bâtiment 1 du Quartier Ordener destiné à devenir un hôtel d'entreprises a été entièrement réhabilité. Son inauguration a eu lieu en février 2020. La mise en place du très haut débit a permis l'accueil des premières entreprises. Le quartier abrite le siège du Centre Européen d'Excellence en Biomimétisme de Senlis (CEEBIOS). Le ministère des Armées a soutenu directement quatre entreprises créatrices d'emplois dans le domaine de l'environnement et/ou relevant de l'économie verte. Le PLR a permis de générer plus de 285 emplois directs ou indirects.

Contrat de redynamisation du site de défense de Creil (Oise)

Ce contrat signé en octobre 2016 et doté d'un budget de presque 11 M€ dont 25% de crédits État a été décidé à la suite de la fermeture programmée de la plate-forme de la base aérienne 110 de Creil. C'est le seul contrat encore actif sur la région Hauts-de-France. L'avenant 2 signé le 15 novembre 2019 a porté ce montant à 13,6 M€, les financements apportés par deux partenaires ayant augmenté. Onze actions de nature à favoriser le développement économique du territoire et la reconversion de l'emprise de 250 hectares ont été initiées. L'extension du parc d'activités ALATA situé à proximité de la BA 110 est programmée, la transformation d'hébergements en faveur des étudiants, jeunes chercheurs et jeunes salariés est engagée ainsi que le réaménagement d'un bâtiment permettant l'accueil d'entreprises tertiaires sur le site du Quartier Ordener de Senlis. Le contrat permet également un soutien direct aux entreprises créatrices d'emplois dans le périmètre du CRSD. En février 2020, la société Photosol a été retenue par le ministère des Armées pour installer un parc photovoltaïque sur 180 hectares de la base dans le cadre du plan gouvernemental « Place au soleil ».

Contrat de redynamisation du site de défense de Noyon (Oise)

Le quartier Berniquet, site de 47 hectares portant 30 bâtiments, a été reconverti à la suite du transfert du régiment de marche du Tchad de Noyon en campus économique « Inovia » dédié aux *start-up* et entreprises innovantes. Cet écosystème offre ainsi des solutions d'accueil à une cinquantaine d'entreprises générant plus de 250 emplois. Un internat de la réussite (Éducation nationale) y est installé depuis 2010 pour les élèves de la 6^e à la terminale ainsi que des classes préparatoires commerciales. Le site a également été retenu pour accueillir à compter de 2021 des personnels de la Direction générale des finances publiques. Le montant total du contrat s'est élevé à 36,7 M€ dont 10 M€ de crédits État.

Vue aérienne
du quartier
Berniquet de
Noyon.

